

RAPPORT N° 01/5-72
au Conseil Municipal

OBJET

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE AU CAUE

La Commune, soucieuse de promouvoir la qualité du cadre de vie sur son territoire et de sensibiliser le public aux questions d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, souhaite renforcer l'information des Dionysiens à propos de leurs projets d'aménagement ou de construction.

Le CAUE, association type Loi de 1901, intervient gratuitement auprès des particuliers (Article 7 de la Loi sur l'Architecture de 1977). Son budget est essentiellement alimenté par le revenu de la taxe (TDCAUE) sur les permis de construire.

Conformément à l'annexe du Décret n° 78-172 du 9 février 1978 / Article 14, la collectivité peut apporter une contribution à l'association.

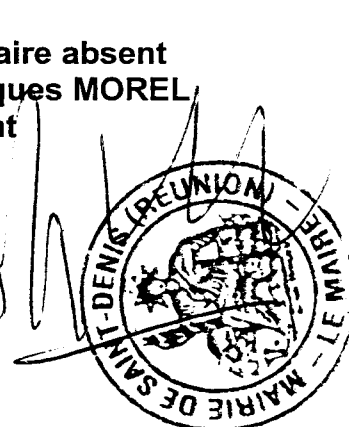
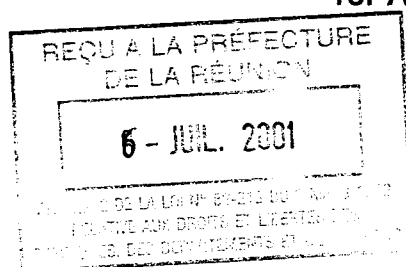
En contrepartie, cette dernière devra se mettre à la disposition des habitants, en assurant 3 demi-journées de permanence par semaine en Mairie, et proposer à la Ville tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation du service, selon les modalités de la Convention en annexe.

Je vous demande donc :

1. d'approuver la contribution financière de la Commune au CAUE, à hauteur de 110 000 F ;
2. de m'autoriser à signer la Convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Pour le Maire absent
Jean-Jacques MOREL
1er Adjoint



DELIBERATION N° 01/5-72
du Conseil Municipal
en séance du mardi 26 juin 2001

OBJET

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE AU CAUE

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 01/5-72 présenté par le Maire au nom des Commissions Cadre de Vie et Habitat, Aménagement du Territoire, et Finances et Administration Générale ;

Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

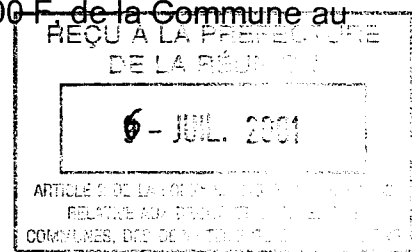
APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve la contribution financière, à hauteur de 110 000 F, de la Commune au CAUE.

ARTICLE 2

Autorise le Maire à signer la Convention à intervenir.



Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 04 JUIL. 2001

Pour le Maire absent
Jean-Jacques MOREL
1er Adjoint



Convention de mission d'accompagnement

PREAMBULE

«L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public.»

(Loi sur l'Architecture du 3 janvier 1977)

«Le maître d'ouvrage est la personne morale (...) pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre.»

(Loi sur la Maîtrise d'Ouvrage Publique du 12 juillet 1985)

Considérant que :

- le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de La Réunion, association à but non lucratif créée par la Loi sur l'Architecture de 1977, mis en place par le Conseil Général de La Réunion en 1979, est un organisme de mission de service public à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques pouvant le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ;
- les actions du CAUE revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et, qu'à ce titre, le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ;
- le programme d'activités du CAUE, arrêté par son Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale, prévoit notamment la mise en place de Conventions de mission d'accompagnement des maîtres d'ouvrage ;

Entre

la Commune de Saint-Denis, représentée par le Maire, agissant en cette qualité,

d'une part,

et

le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de La Réunion, représenté par sa Présidente, agissant en cette qualité,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

I OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 Contenu de la mission

La présente Convention a pour objet une mission d'accompagnement de la Commune pour le conseil aux particuliers sur leurs projets de construction ou d'aménagement, afin que les personnes qui désirent construire puissent disposer de toutes les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site.

Cette mission permettra plus particulièrement de contribuer à promouvoir la qualité du cadre de vie dans la Commune, de sensibiliser le public aux questions d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, d'élargir et d'approfondir la réflexion préalable et d'intégrer dans l'élaboration des projets et de leur suivi un ensemble d'exigences qualitatives.

La démarche proposée par le CAUE implique un éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique, une neutralité d'approche et une capacité d'accompagnement dans la durée.

II MOYENS MIS EN ŒUVRE

Article 2 Apport du CAUE

Le CAUE mettra à la disposition de la Commune l'un de ses Conseillers, qui interviendra sous l'autorité de son Directeur, et lui apportera le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil.

Il consacrera l'équivalent de 138 demi-journées de travail à cette mission, qui sera réalisée sous forme de permanences régulières en Mairie, dont le calendrier sera établi en accord avec la Commune et au cours desquelles des déplacements sur le terrain aussi fréquents que nécessaire seront effectués.

Le Conseiller ne pourra pas cependant pas être chargé de la maîtrise d'œuvre des opérations.

Article 3 Apport de la Commune

La Commune mettra à la disposition du Conseiller tous les documents, les éléments de connaissance et les compétences internes lui permettant d'exercer sa mission de service public, ainsi qu'un local adéquat (comprenant un bureau, des chaises, un téléphone) pendant ses permanences en Mairie. Il pourra par ailleurs utiliser le matériel de reprographie des services.

III CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE

Article 4 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le CAUE se reconnaît tenu au secret professionnel et à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de sa mission.

Article 5 Qualité du Conseiller

Le Conseiller du CAUE devra obligatoirement être titulaire d'un diplôme d'architecte français ou étranger reconnu par l'Etat.

Article 6 Incompatibilité territoriale

Le Conseiller mis à la disposition de la Commune s'engage, pendant la durée de la présente Convention et pendant six mois après son expiration, à ne pas participer, pour le compte de particuliers ou d'organismes publics ou privés, à l'exécution de travaux d'architecture ou d'urbanisme sur le territoire de la Commune, sans avoir obtenu l'accord préalable du Directeur du CAUE, qui en avertira systématiquement le représentant de la collectivité.

Article 7 Modalités de contrôle

Le CAUE produira un rapport trimestriel, faisant la synthèse de la typologie des questions posées et des difficultés rencontrées pour y répondre, ainsi que des statistiques accompagnées de graphiques sur les consultations qu'il aura données.

Il se tiendra à la disposition de la Commune pour une réunion trimestrielle de concertation, afin de commenter ces statistiques.

Le CAUE adressera par ailleurs en fin d'année un bilan commenté et illustré d'exemples graphiques de la mission qu'il aura effectuée au cours de l'année, qui sera présenté lors d'une réunion avec les services de la Commune.

Article 8 Durée de la convention

La présente Convention est conclue pour un an à compter du 1er juillet 2001.

IV CONTRIBUTION DE LA COMMUNE

Article 9 Montant de la contribution

Le CAUE assume sur ses fonds propres, constitués notamment par le versement de la TDCAUE, les dépenses prévisionnelles de fonctionnement afférentes au contenu de la présente mission.

Une participation volontaire et forfaitaire, d'un montant de 110 000 F, sera versée par la Commune au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE.

Cette participation sera versée trimestriellement au CAUE, sur production d'un mémoire établi en double exemplaire, au crédit du compte BFC (code banque 18719 / code guichet 00080 / numéro de compte 00806032800 / clé 95) ouvert au nom du CAUE.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Article 10 Régime fiscal

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale de conseil et d'accompagnement le situe hors du champ concurrentiel.

Le CAUE n'est pas soumis aux impôts commerciaux. La participation financière de la commune n'est donc pas assujettie à la TVA.

IV RESILIATION ET LITIGES

Article 11 Résiliation de la Convention

Il pourra être mis fin à la présente Convention à tout moment, sur demande de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois motivé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 Attribution de juridiction

Il est expressément convenu que le Tribunal administratif sera le seul compétent pour connaître les litiges qui pourraient naître entre les parties en raison de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention.

Fait à Saint-Denis
(en double exemplaire),
Le

**Le Maire de la Commune
de Saint Denis**

**La Présidente du Conseil d'Architecture,
d'Urbanisme et de l'Environnement de La Réunion**

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du mardi 26 juin 2001
et annexé à la Délibération n° 01/5-72

**Pour le Maire absent
Jean-Jacques MOREL
1er Adjoint.**

